

RELIGIONS

Caricatures: prendre de la hauteur

L'avis nuancé de théologiens musulmans et chrétiens permet de sortir du manichéisme frontal actuel.

MERCREDI 18 NOVEMBRE 2020 **LUCAS VUILLEUMIER** PROTESTINFO



La colère contre la France grondait encore ces derniers jours dans plusieurs pays musulmans, dont le Bangladesh. KEYSTONE

CARICATURES La caricature religieuse a tantôt véhiculé les idées de la Réforme ou fait monter l'antisémitisme. Mais si en France la liberté d'expression reste intouchable, l'islam doit-il se sentir offensé par les caricatures du prophète? À l'heure où la problématique des caricatures prend une dimension géopolitique, est-il possible d'éviter un certain manichéisme?

«Une affaire comme celle des caricatures de *Charlie Hebdo* n'aurait jamais pu arriver il y a trente ans», pointe d'entrée Philippe Kaenel,

professeur d'histoire de l'art à l'Université de Lausanne. «La faute à Internet, car c'est à partir du moment où un dessin quitte son bassin naturel qu'il peut générer une série de malentendus.» «Ce qu'il faut reconnaître avant toutes choses, fait remarquer René Nouailhat, historien des religions français, c'est que le fait de tourner en dérision les religions est un phénomène assez insolite dans l'histoire des civilisations; il est propre à l'Europe et en particulier à la France». Dont il souligne d'ailleurs les vertus : «La critique religieuse, quand elle est bien faite, est un signe de bonne santé.» Au sein du judaïsme et du catholicisme, il existe même des cas d'autodérision «tout à fait saine: il est arrivé qu'on se moque avec férocité de représentants ecclésiastiques jusque dans des enluminures de livres religieux ou dans les sculptures des cathédrales.»

C'est à la Réforme, au moment d'affirmer son idéologie, protestante pour les uns, catholique pour les autres, que la raillerie a pris les traits d'un combat religieux. «La caricature est devenue un nouveau langage artistique, mais surtout un langage médiatique», observe Jérôme Cottin, professeur de théologie pratique à la Faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg. «Au lendemain de l'affaire Dreyfus, à la fin du XIX^{ème} siècle, la caricature antisémite se met à faire partie du langage politique et graphique», poursuit Philippe Kaenel, «ce qui va faire le lit de la haine des juifs.

Confusions

Aujourd'hui, remarque Philippe Kaenel, «toute critique anti-israélienne est immédiatement accusée d'antisémitisme.» Cette confusion se retrouve, estime René Nouailhat, autour d'un islam

bousculé par la liberté d'expression à la française, «à tonalité laïcarde». «Il y a aujourd'hui un glissement sémantique entre musulman et islamiste dans les caricatures, explicite Jérôme Cottin. Une caricature de Mahomet avec une bombe sur la tête peut laisser supposer que tout musulman pourrait être un terroriste en puissance».

Wissam Halawi, professeur d'histoire sociale et culturelle de l'islam et des mondes musulmans à l'université de Lausanne, pointe un autre enjeu, plus important selon lui: «Ce que certains religieux musulmans contestent, c'est plutôt la représentation du prophète de l'islam. Ils ignorent toutefois que ce dernier a maintes fois été représenté depuis l'essor du XIIe siècle de l'art de la miniature, notamment en Turquie et en Perse.» Et d'asséner: «Les fondamentalistes et les salafistes soutiennent que l'art figuratif est interdit dans le Coran et citent, pour ce faire, le verset 90 de la sourate 5. En réalité, ce verset interdit les statues polythéistes et non les images qui n'existaient pas à l'époque prophétique.»

Dans des sociétés très sécularisées, la sensibilité à la réalité du religieux disparaît, note l'historien René Nouailhat. Il s'interroge sur une forme de radicalité qui y serait liée: «Il y a certes aujourd'hui des radicalisations religieuses à cause de fondamentalistes. Mais je crois qu'il existe aussi une radicalisation laïque, quand on veut appliquer à la société civile une séparation radicale du religieux.» Celui-ci a toute sa raison d'être dans l'espace des institutions de la République, estime l'historien. Pour Jérôme Cottin, l'enseignant Samuel Paty a d'ailleurs été irréprochable à ce niveau: tandis que les réseaux sociaux n'épargnent plus aucune image à personne, en faisant sauter les contextes dans lesquelles ces dernières sont montrées, le professeur n'avait pas obligé ses élèves à regarder les caricatures présentées dans son cours. «Au contraire de ces hôtels de région qui ont affiché ces caricatures sur leur façade après le drame.»

Déni d'humiliation

«On parle aujourd'hui de "droit au blasphème", relève René Nouailhat, une expression étonnante car «porteuse d'agressivité : pourquoi l'heureuse disparition des "délits de blasphème" se traduirait-elle en "droit" ? C'est la liberté d'expression qui est un droit fondamental, comme la liberté de pensée», estime-t-il. «On est très donneur de leçons, en France, sur ce sujet. Comme si notre façon de caricaturer était la seule liberté d'expression qui vaille.»

Si aucun attentat ne saurait jamais être justifié, le philosophe protestant Olivier Abel dénonce de son côté un «déni d'humiliation», dans le journal *Réforme*: «Le drame des caricatures n'est que la partie visible d'un énorme problème, qui touche la fracture sociale, mais aussi le monde des entreprises, les réseaux sociaux, la vie ordinaire. Nous nous sommes enfoncés dans le déni de l'humiliation, de son importance, de sa gravité, de son existence même. Nous sommes sensibles aux violences, comme aux inégalités, mais insensibles à l'humiliation qui les empoisonne.» Une vision partagée également par Jérôme Cottin, pour qui la liberté d'expression à tout prix n'ouvrirait plus le moindre interstice au dialogue: «Absolutiser ces caricatures, c'est finalement imposer une suprématie occidentale.» PROTESTINFO